

Retour sur l'ODD6 au sein du HLPF

Les membres du Partenariat Français pour l'Eau étaient présents lors de la première semaine du Forum Politique de Haut Niveau (9-18 juillet 2018).

Retrouvez leur compte-rendu de la session ODD6 du 9 juillet

L'ODD6 « Garantir l'accès de tous à l'eau et l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau », faisait partie cette année des ODD révisés. Une session officielle de 3 heures ainsi plus de 25 side-event, ont tiré la sonnette d'alarme, sur la base du [récent rapport de l'ONU-Eau](#) : les tendances actuelles ne permettent pas l'atteinte de l'ODD6 d'ici 2030.

- 30% de la population n'aurait toujours pas accès à un service d'eau potable à domicile de qualité ;
- 60% de la population mondiale n'aurait pas accès à des services d'assainissement de qualité ;
- 38% des 110 pays ayant répondu à la l'enquête qualifie leur niveau de mise en œuvre de la gestion intégrée des ressources en eau de « moyen-bas » ;
- 70% des zones humides mondiales ont disparu ces 100 dernières années.

A noter que les données pour évaluer les progrès de l'ODD6 sont encore largement insuffisantes et obligent les Agences à produire des estimations qui reflètent partiellement les réalités. Comme évoqué durant plusieurs sessions du HLPF, accentuer les efforts pour l'acquisition généralisée de données est une priorité qui fait aussi l'objet de nombreux enjeux (financement, renforcement de capacité et aussi viabilité et comparabilité des données).

Les différentes interventions des panélistes et des Etats-membres ont essentiellement porté sur la nécessité d'agir de façon urgente et coordonnée. Différents leviers pour la mise en œuvre de l'ODD6 ont été fréquemment cités, parmi lesquels le besoin d'une forte volonté politique, d'une vision intégrée des ressources en eau, d'une gestion coordonnée des bassins partagés entre pays, tout comme la mise en place de partenariats (plateforme multi-acteurs, coopération internationale, coordination intersectorielle), l'alliance de solutions grises et vertes (dont réutilisations des eaux usées et solutions basées sur la nature), ainsi que l'augmentation significative de financements et d'innovations. Ces réflexions reflètent les messages fréquemment portés lors de grands événements internationaux de la communauté de l'eau.

Lors de la séquence de réaction des Etats-membre, le gouvernement français avait offert la parole au Partenariat Français pour l'Eau, plateforme multi-acteurs (Etat, autorités locales, ONG, secteur privé, recherche et formation). Son message, appelant à la création de réunions politiques intergouvernementales régulières pour le suivi des ODD, avait également été porté dans cette même session par l'Allemagne, le Mexique, la Finlande et l'IUCN. Retrouvez l'intervention complète ici : [vidéo](#) et [texte](#).

La thématique de l'eau et de l'assainissement est à l'interface des enjeux de l'Agenda 2030, tant pour éradiquer la pauvreté, pour préserver la biodiversité, pour assurer une bonne hygiène, nutrition et santé, et favoriser le développement économique (agriculture, industrie, loisirs). Tout cela doit s'inscrire dans une plus forte cohérence entre l'Agenda 2030 (cadre volontaire) et les cadres existants contraignant (notamment les droits humains à l'eau et à l'assainissement et les conventions internationales sur l'eau de 1992 sur les eaux transfrontières et des lacs internationaux et 1997 sur le droit relatif aux utilisations des cours d'eau internationaux à des fins autres que la navigation).

*Billet du Partenariat Français pour l'Eau et 2 de ses membres
Agathe Euzen (CNRS), Mélisa Cran (PFE), Sandra Metayer (Coalition Eau)*



Retrouvez également l'actualité de l'eau du HLPF sur twitter avec #HLPF4Water